

Pouvoir d'emprunt—Loi

Rideau Hall
Ottawa

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous aviser que l'honorable Antonio Lamer, juge puîné de la Cour suprême du Canada, en sa qualité de suppléant du Gouverneur général, se rendra à la salle du Sénat aujourd'hui, le 28 mars 1984, à 17 h 45, afin de donner la sanction royale à des projets de loi.

Veuillez agréer,
Monsieur le Président,
l'assurance de ma haute considération.
Le directeur administratif auprès
du Gouverneur général,
Edmond Joly de Lotbinière

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LA LOI DE 1984-1985 SUR LE POUVOIR D'EMPRUNT MESURE D'ÉTABLISSEMENT

La Chambre reprend l'étude, interrompue le mardi 27 mars, de la motion de M. MacLaren: Que le projet de loi C-21, portant pouvoir d'emprunt, soit lu pour la 2^e fois et renvoyé au comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques, ainsi que de l'amendement de M. Darling (p. 2292), et du sous-amendement de M. Deans (p. 2299).

M. Douglas Fisher (Mississauga-Nord): Monsieur le Président, il n'est pas facile d'entamer un débat sur ce sujet à ce moment-ci, d'autant plus que nous venons d'adopter une motion d'attribution de temps. Cependant, si l'on m'a demandé d'entamer le débat, c'est peut-être justement parce que, en tant qu'ancien secrétaire parlementaire, je dois reconnaître que j'ai pas mal d'expérience en ce qui concerne l'attribution de temps pour l'étude de projets de loi portant pouvoir d'emprunt.

Le même scénario se répète pour tous ces projets de loi d'emprunt. L'opposition parle aussi longtemps qu'elle peut et soulève un certain nombre de questions légitimes, si bien que le gouvernement décide finalement de limiter la durée du débat. Ce n'est pas une décision facile, mais je la crois nécessaire.

Je sais quelles sont les inquiétudes des partis de l'opposition et je les respecte. Les conservateurs n'ont cessé de faire valoir que les emprunts pourraient être réduits de moitié. Cela peut avoir du bon. Je pense que cela empêche le gouvernement de se laisser aller.

D'autre part, les conservateurs estiment que les projets de loi d'emprunt devraient demander des sommes relativement limitées et que le gouvernement devrait revenir régulièrement devant le Parlement pour se justifier. Là encore, c'est un argument parfaitement valable. D'autre part, il faut tenir compte de tous les besoins. Nous avons besoin d'un Parlement efficace et il faut que le gouvernement puisse emprunter facilement et efficacement.

Même si nous avons entendu d'excellents arguments contre la limitation des débats, dans ce cas je crois qu'il est temps de nous mettre au travail. Le Parlement a un emploi du temps suffisamment chargé pour passer à un autre projet de loi.

Tout débat portant sur le pouvoir d'emprunt porte en même temps sur les mesures que le gouvernement prend pour soute-

nir l'économie en général et notamment certains secteurs. Nous discutons aujourd'hui de l'importance de l'aide à accorder et de la somme que le gouvernement devrait emprunter et dépenser pour soutenir l'économie. Nous nous demandons si ces emprunts causent des torts à l'économie. Je ne le crois pas. Je crois au contraire que nos emprunts et nos dépenses nous ont permis de stimuler l'économie et la reprise. Nous aidons ceux qui en ont besoin. Nous sommes dans une excellente situation compte tenu de la conjoncture internationale.

Je trouve très instructive la façon dont les conservateurs se comportent au cours de ce débat. Je rappelle à la Chambre qu'il y a quelques semaines à peine, l'ancien ministre des Finances conservateur a dit que la politique conservatrice serait mesquine, dure et méchante. Le député d'Etobicoke-Centre (M. Wilson), qui souhaite devenir un jour un éminent porte-parole des conservateurs en matière d'économie, prétend qu'il comprimerait les dépenses dans tous les ministères, quels que soient les besoins prouvés ou les services fournis.

Des voix: C'est honteux!

M. Fisher: En outre, dans le *Globe and Mail* de la fin de semaine dernière, a été publié un article qui a confirmé notre point de vue selon lequel le parti conservateur s'en prendra aux programmes sociaux à caractère universel.

Des voix: C'est honteux!

M. Fisher: On a rapporté, toujours dans le *Globe and Mail*, que le chef de l'opposition (M. Mulroney) voulait examiner de près l'universalité des programmes sociaux en vue de la supprimer, même si cela nous amène à imposer l'évaluation des moyens d'existence.

Des voix: C'est honteux!

M. Fisher: Je n'invente rien; toutes ces affirmations, on peut les lire dans le *Globe and Mail* et le *Toronto Star*.

M. le vice-président: A l'ordre. Il y tellement de tapage dans les parages du député que je n'arrive pas à l'entendre de mon fauteuil, même si j'augmente à fond le volume de mes écouteurs.

M. Fisher: Monsieur le Président, je sais que mes collègues sont enthousiasmés par le soutien que le gouvernement apporte à l'économie et qu'ils sont révoltés à l'idée que l'on puisse permettre aux conservateurs de prendre pareilles mesures. Voilà pourquoi je comprends les réactions spontanées que nous voyons chez ces nobles âmes.

Prenez, monsieur le Président, l'aide que le gouvernement canadien apporte à l'économie. Vous noterez par exemple le parallèle on ne peut plus clair qu'il convient de faire entre d'une part notre engagement à renflouer Canadair et de Havilland et de l'autre la décision historique des conservateurs de se défaire de l'Avro-Arrow il y a un quart de siècle de cela. Si nous mettions en pratique les conseils de nos amis conservateurs, nous acculerions à la faillite ces deux entreprises de la même manière qu'ils ont amené l'A.V. Roe Company dans ma circonscription à déposer son bilan. Des milliers de travailleurs fabriquant des produits utiles avec une excellente technologie, pour lesquels il existe des débouchés se retrouveraient sur la paille si l'on faisait comme le parti conservateur l'entendait. Méfions-nous des conséquences du programme conservateur. Nous devrions savoir que l'on priverait le Canada de l'accès à ces produits de haute technologie et d'un certain nombre d'emplois. Nos meilleurs cerveaux dans le secteur industriel